

POUR DIFFUSION IMMEDIATE

Communiqué de presse
3 juin 2008

Geste de la Côte d'Ivoire pour la transparence encourageant

La publication des données financières par le gouvernement ivoirien sur le secteur du cacao est une initiative encourageante, mais qui doit avoir lieu régulièrement, a déclaré aujourd'hui Global Witness.

La Côte d'Ivoire est le plus gros producteur mondial de cacao destiné à l'industrie chocolatière. Les revenus du cacao ont joué un rôle clé dans le financement du conflit ivoirien depuis 2002.

La semaine dernière, le gouvernement ivoirien a rendu public pour la première fois des données sur les revenus générés par les prélèvements sur le secteur cacao ainsi que leur utilisation. Ces informations pour la période 2006-2008 ont été publiées sous forme de communication au Conseil des Ministres. Des données sur le secteur énergétique ont été également publiées.

“C'est une étape majeure, qui a certes tardé, vers la transparence et la responsabilité dans le secteur ivoirien du cacao. Mais pour être efficace, cela ne doit pas s'arrêter là. Il faut une publication régulière de ces données,” déclare Patrick Alley, directeur de Global Witness.

En 2007, Global Witness a publié un rapport, *Chocolat chaud : comment le cacao a alimenté le conflit en Côte d'Ivoire*, qui révélait comment plus de 118 millions de dollars issus du commerce du cacao ont financé l'effort de guerre des deux parties dans le récent conflit armé en Côte d'Ivoire. *Chocolat Chaud* documentait également la tendance du secteur du cacao ivoirien à la mauvaise gestion des revenus, à l'opacité des comptes, à la corruption et au favoritisme politique.

Tout au long de l'année, Global Witness a demandé plus de transparence et de responsabilité de la part du gouvernement et des institutions de la filière cacao, ainsi que de l'industrie du chocolat.

A la lumière de cette nouvelle initiative du gouvernement, Global Witness appelle les compagnies qui achètent du cacao en Côte d'Ivoire à ne plus tarder et à publier ce qu'elles paient aux institutions de la filière cacao et au gouvernement. “Accroître la transparence du gouvernement et des institutions de la filière cacao est juste la première étape. Les compagnies doivent faire de même maintenant, afin que le peuple ivoirien ait une image complète et puisse réconcilier les paiements avec les reçus pour vérifier que l'argent ne disparaît pas,” déclare Alley.

Le rapport, *Chocolat chaud : comment le cacao a alimenté le conflit en Côte d'Ivoire*, peut être consulté dans son intégralité à l'adresse www.globalwitness.org

Pour tout renseignement complémentaire, contacter :

Maria Lopez +44 207 561 6389

Note à l'attention des équipes de rédaction

Global Witness est une organisation non gouvernementale indépendante qui enquête sur les liens entre l'exploitation des ressources naturelles, les conflits et la corruption, et qui mène des campagnes dans ce domaine.

Toutes les publications de Global Witness peuvent être consultées à l'adresse www.globalwitness.org